



BANQUE DU CANADA  
BANK OF CANADA

# 2021 RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

DYNAMIQUE. ENGAGÉE. DIGNE DE CONFIANCE.

31 mars 2021 - Non audité

## Table des matières

---

Contexte du rapport financier trimestriel.....	3
COVID-19 : Ce que fait la Banque .....	3
Gestion du bilan de la Banque.....	3
Résultat des opérations.....	6
Perspectives pour 2021.....	7
Points saillants et faits nouveaux d'ordre opérationnel .....	8
Conseil de direction et Conseil d'administration .....	8
Fonctionnement et programmes .....	8
Analyse des risques.....	8
États financiers intermédiaires résumés .....	9

## Contexte du rapport financier trimestriel

La Banque du Canada est la banque centrale du pays. Selon la *Loi sur la Banque du Canada*, le mandat de la Banque consiste à « favoriser la prospérité économique et financière du Canada ». Les activités et les opérations de la Banque appuient la réalisation de ce mandat et n'ont pas pour objet de générer des revenus ou des profits. La Banque s'emploie à tenir les Canadiens informés de ses politiques, de ses activités et de ses opérations.

Ce rapport a été rédigé conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les directives données dans la *Norme sur les rapports*

*financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

Sa rédaction incombe à la direction de la Banque et il a été approuvé par le Comité de la vérification et des finances du Conseil d'administration le 19 mai 2021.

Ce rapport financier trimestriel doit être lu conjointement avec les états financiers intermédiaires résumés ci-annexés ainsi qu'avec le *Rapport annuel 2020* de la Banque. Le rapport annuel comprend un rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Les renseignements contenus dans le rapport annuel de 2020 s'appliquent au trimestre considéré, à moins d'indication contraire dans le présent rapport trimestriel.

## COVID-19 : Ce que fait la Banque

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, la Banque a utilisé plusieurs moyens pour soutenir l'économie et le système financier canadiens. En mars 2020, les principaux marchés financiers ont subi des tensions et, pour remédier à la situation, la Banque a introduit de

nouveaux dispositifs et mécanismes. À mesure que le fonctionnement des marchés se rétablissait, certains de ces dispositifs et mécanismes ont été délaissés graduellement. Voir le site [www.banqueducanada.ca](http://www.banqueducanada.ca) pour en savoir plus sur ces mesures.

## Gestion du bilan de la Banque

### État de la situation financière

(En millions de dollars canadiens)

Au	31 mars 2021	31 décembre 2020	31 mars 2020
<b>Actif</b>			
Prêts et créances	113 705,9	155 323,9	73 673,7
Placements	430 072,1	391 764,8	121 175,6
Dérivés – conventions d'indemnisation conclues avec le gouvernement du Canada	7 763,2	-	-
Tous les autres éléments d'actif*	844,3	744,7	781,3
<b>Total de l'actif</b>	<b>552 385,5</b>	<b>547 833,4</b>	<b>195 630,6</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>			
Billets de banque en circulation	105 618,9	106 925,0	92 039,1
Dépôts	426 153,3	436 100,5	101 888,4
Titres vendus dans le cadre de conventions de rachat	18 759,0	3 000,8	-
Dérivés – conventions d'indemnisation conclues avec le gouvernement du Canada	-	29,3	-
Autres éléments de passif	1 292,7	1 199,7	1 120,5
Capitaux propres	561,6	578,1	582,6
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>552 385,5</b>	<b>547 833,4</b>	<b>195 630,6</b>

\* Comprend la trésorerie et les dépôts en monnaies étrangères, les immobilisations et les autres éléments d'actif

Les actifs financiers que détient la Banque sont généralement liés au rôle qu'elle assume comme seule autorité habilitée à émettre des billets de banque pour le Canada. Toutefois, la récente hausse du niveau des actifs résulte principalement des activités qu'elle a menées dans le cadre de ses fonctions Politique monétaire et Système financier. Les mesures instaurées en 2020 ont entraîné une hausse importante de la taille de son bilan. Le total de l'actif de la Banque a encore augmenté de 1 % au premier trimestre de cette année; il s'élevait à 552 385,5 millions de dollars au 31 mars 2021.

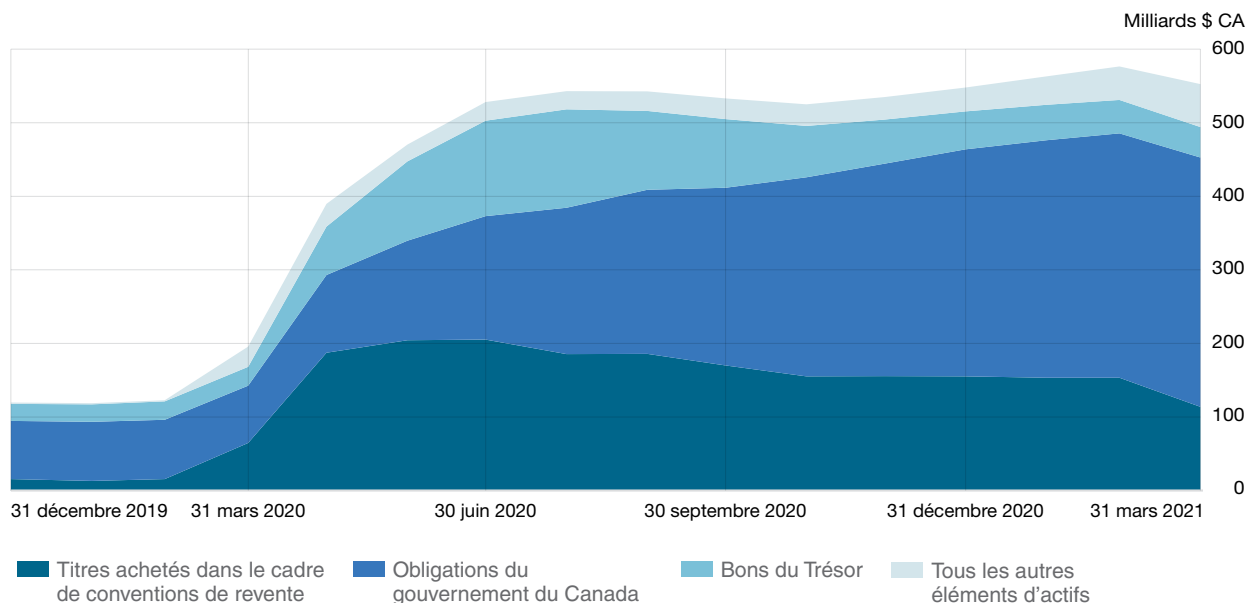
Les prêts et créances se composent essentiellement de titres achetés dans le cadre de conventions de revente. Les opérations d'achat de titres dans le cadre de conventions de revente, au cours desquelles des actifs de grande qualité sont acquis sur le marché des pensions, sont conformes au [cadre de la Banque régissant les opérations sur les marchés et l'octroi de liquidités](#). Normalement, la Banque effectue surtout ces opérations pour gérer son bilan et contrebalancer les fluctuations saisonnières de la demande de billets de banque. Depuis mars 2020, l'ampleur de ces opérations s'est accrue considérablement dans le but premier de favoriser le fonctionnement ordonné des marchés financiers canadiens. Comparativement au 31 décembre 2020, les titres achetés dans le cadre de conventions de revente ont diminué de 27 % pour s'établir à 113 705,9 millions de dollars au 31 mars 2021. Cette baisse s'explique par l'arrivée à échéance de titres et le moins grand recours aux [opérations de prise en pension à plus d'un jour](#) pendant le trimestre.

Les placements ont augmenté de 10 % par rapport au 31 décembre 2020, pour atteindre 430 072,1 millions de dollars au 31 mars 2021. Cette hausse est principalement attribuable aux variations suivantes du portefeuille de placements de la Banque :

- Les titres du gouvernement du Canada, qui comprennent les bons du Trésor, les obligations nominales et les obligations à rendement réel, se sont accrus de 20 321,5 millions de dollars pendant le trimestre. Une augmentation de 30 730,4 millions de dollars des obligations du gouvernement du Canada a été partiellement compensée par une diminution de 10 408,9 millions de dollars des bons du Trésor, en raison surtout de l'arrivée à échéance de titres. Cet accroissement tient à l'augmentation des émissions de ces instruments par le gouvernement fédéral, ainsi qu'au maintien du Programme d'achat d'obligations du gouvernement du Canada lancé en 2020. À mesure qu'elle continuera de surveiller la vigueur de la reprise, la Banque ajustera le rythme des achats nets d'obligations du gouvernement du Canada au besoin.
- La croissance des autres programmes d'achat d'actifs a entraîné une hausse de 18 002,3 millions de dollars des placements au cours du trimestre. Cette hausse est principalement attribuable au volume plus élevé des opérations de cession en pension de titres, qui a permis à la Banque d'accroître son offre de titres du gouvernement du Canada.

Les conventions d'indemnisation conclues avec le gouvernement du Canada, qui sont des dérivés, ont été établies pour permettre à la Banque de soutenir les marchés des obligations du gouvernement fédéral,

## Profil de l'actif



des provinces et des sociétés. Le gouvernement du Canada indemnise la Banque de toute perte résultant de la vente d'actifs achetés dans le cadre du Programme d'achat d'obligations du gouvernement du Canada, du Programme d'achat d'obligations de sociétés et du Programme d'achat d'obligations provinciales. Par contre, si la Banque réalise des gains lors de la vente de ces actifs, elle les remet au gouvernement. Le solde de 7 763,2 millions de dollars correspond à la juste valeur des dérivés afférents aux pertes nettes non réalisées sur ces instruments au 31 mars 2021. Les rendements des obligations à long terme se sont accentués, car les perspectives économiques se sont améliorées. Par conséquent, la juste valeur des actifs détenus par la Banque a diminué, ce qui a entraîné une hausse des pertes non réalisées sur ces mêmes actifs.

Le passif associé aux billets de banque en circulation représente environ 19 % du total du passif de la Banque (20 % au 31 décembre 2020). La valeur des billets de banque en circulation a diminué de 1 % pour s'établir à 105 618,9 millions de dollars au 31 mars 2021, ce qui reflète les variations saisonnières de la demande de billets.

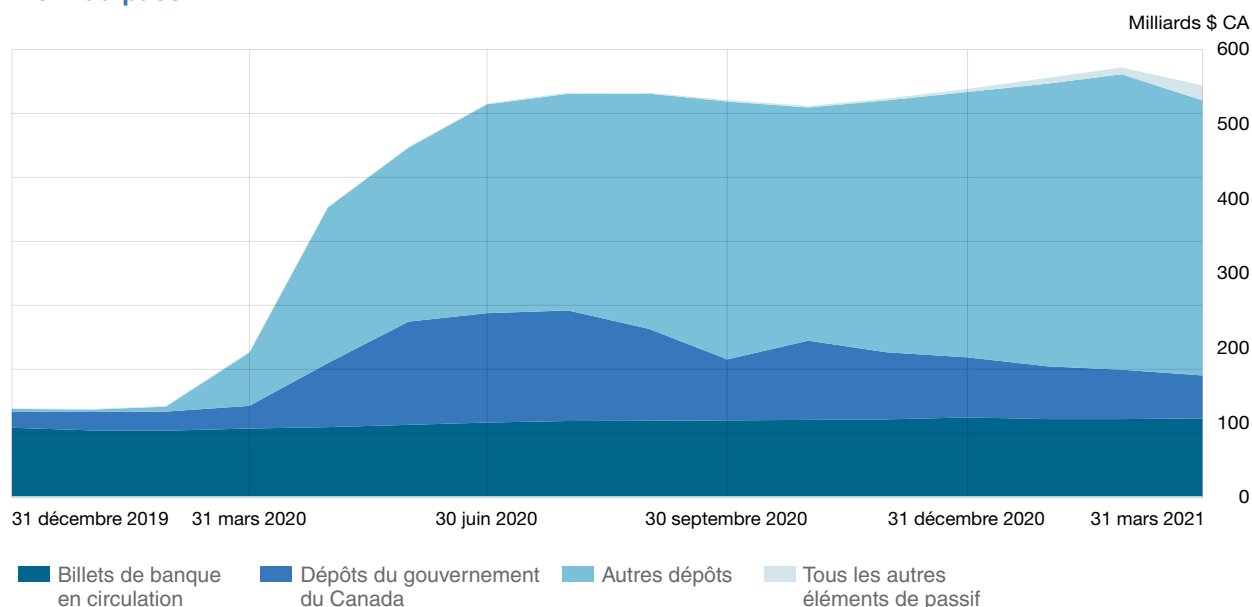
Les dépôts se composent des dépôts du gouvernement du Canada, de ceux des membres de Paiements Canada et des autres dépôts. Le solde a baissé de 2 %, s'établissant à 426 153,3 millions de dollars au 31 mars 2021. Bien qu'ils soient maintenus normalement à un plus faible niveau, les dépôts constituent

maintenant l'élément le plus important du passif de la Banque. Ce changement découle directement des programmes d'achats que la Banque a mis en place en 2020 pour soutenir l'économie et le système financier canadiens<sup>1</sup>.

Les titres vendus dans le cadre de conventions de rachat ont augmenté pour atteindre 18 759,0 millions de dollars au 31 mars 2021. Ce passif représente le prix de rachat des titres faisant l'objet d'opérations de cession en pension qui ont été effectuées pour soutenir le fonctionnement des marchés financiers. Ces opérations permettent aux négociants principaux d'obtenir temporairement des obligations nominales et des bons du Trésor du gouvernement du Canada en vue de maintenir la liquidité du marché du financement par titres.

Les capitaux propres sont formés d'un capital social autorisé de 5,0 millions de dollars et d'une réserve légale de 25,0 millions de dollars. La Banque compte aussi une réserve spéciale de 100,0 millions de dollars destinée à compenser les éventuelles pertes non réalisées découlant de variations de la juste valeur de ses investissements qui ne sont pas couverts par une convention d'indemnisation. La réserve la plus importante de la Banque est la réserve de réévaluation des placements, qui représente les gains non réalisés sur réévaluation d'actifs à la juste valeur du placement de la Banque en actions de la Banque des Règlements Internationaux (BRI).

## Profil du passif



1 Pour en savoir plus, voir [L'assouplissement quantitatif expliqué](#).

## Résultat des opérations

### Résultat des opérations

(En millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le 31 mars	2021	2020
Produits d'intérêts	993,0	585,8
Charges d'intérêts	(252,8)	(98,3)
<b>Produits d'intérêts nets</b>	<b>740,2</b>	<b>487,5</b>
Autres revenus	1,3	1,6
<b>Total des produits</b>	<b>741,5</b>	<b>489,1</b>
Charges	(169,4)	(142,2)
<b>Résultat net</b>	<b>572,1</b>	<b>346,9</b>
Autres éléments du résultat global	322,2	92,8
<b>Résultat global</b>	<b>894,3</b>	<b>439,7</b>

Le résultat global pour le premier trimestre de 2021 a plus que doublé par rapport à la même période en 2020. Cette progression s'explique avant tout par la hausse des produits découlant du volume accru d'actifs financiers détenus par la Banque au cours du présent trimestre et une augmentation des taux d'actualisation servant à calculer la valeur des régimes à prestations définies de la Banque, qui ont généré une somme de 338,7 millions de dollars au chapitre des autres éléments du résultat global.

Les produits d'intérêts dépendent des conditions courantes du marché et de leur incidence sur les actifs portant intérêt qui figurent au bilan de la Banque, de même que du volume et de la combinaison de ces actifs. Les produits d'intérêts de la Banque proviennent des intérêts sur son portefeuille de titres du gouvernement du Canada, sur les titres achetés dans le cadre de conventions de revente et sur les actifs acquis à travers les programmes d'achat massif d'actifs. Au premier trimestre de 2021, les produits d'intérêts ont augmenté de 407,2 millions de dollars (ou 70 %). Cette hausse est attribuable au plus grand volume d'actifs détenus par la Banque.

Les charges d'intérêts se composent essentiellement des intérêts que doit verser la Banque sur les dépôts qu'elle détient. Au cours du premier trimestre de 2021, les charges d'intérêts se sont accrues de 154,5 millions de dollars par rapport à la même période en 2020. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des dépôts détenus par la Banque. Elle a été contrebalancée par la réduction du taux directeur de cette dernière au premier trimestre de 2020.

Les charges pour le trimestre ont augmenté de 19 % par rapport à la même période en 2020. Cette augmentation s'explique en grande partie par la hausse des frais de personnel et des charges liées aux billets de banque.

- Les frais de personnel se sont accrues de 11,6 millions de dollars (14 %) par rapport à la même période en 2020. Les coûts liés aux régimes à prestations définies de la Banque ont progressé de 7,1 millions de dollars (22 %), à cause surtout d'une baisse des taux d'actualisation servant à les calculer<sup>2</sup>. Les coûts salariaux ont aussi augmenté de 4,6 millions de dollars (ou 9 %), en raison de la dotation de nouveaux postes liés à des initiatives stratégiques et du rajustement annuel de la rémunération.
- Les charges relatives à la production et au traitement des billets de banque ainsi qu'à la recherche sur les billets ont été supérieures de 11,8 millions de dollars au premier trimestre de 2021, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cet accroissement tient au plus grand volume de billets imprimés. Le calendrier de production des billets varie d'une année à l'autre en fonction du plan de production annuelle.
- Les autres éléments du résultat global pour le premier trimestre de 2021 se chiffrent à 322,2 millions de dollars. Ils comprennent des gains de 338,7 millions de dollars attribuables aux réévaluations des régimes à prestations définies de la Banque découlant de la hausse des taux d'actualisation<sup>3</sup>, contrebalancés par une diminution de 16,5 millions de dollars de la juste valeur du placement de la Banque en action de la BRI.

<sup>2</sup> Ces coûts pour une période donnée sont établis selon le taux d'actualisation en vigueur au 31 décembre de l'exercice précédent (p. ex., les coûts pour 2021 ont été calculés au moyen du taux en vigueur au 31 décembre 2020). Il existe une relation inverse entre les taux d'actualisation et les coûts connexes au titre des régimes, car lorsque les taux diminuent, les coûts augmentent (et vice versa). Les taux d'actualisation servant au calcul des coûts liés aux régimes de pension et aux autres régimes se situaient entre 2,9 et 3,2 % pour 2020, et entre 1,9 et 2,7 % pour 2021. Ce recul se traduira par une hausse des coûts liés aux régimes d'avantages du personnel pour 2021, toutes choses égales par ailleurs.

<sup>3</sup> Le passif net au titre des prestations définies est évalué au moyen du taux d'actualisation en vigueur à la fin de la période. Le taux applicable au passif net au titre des prestations définies se situait entre 2,5 et 3,5 % au 31 mars 2021 (entre 1,9 et 2,7 % au 31 décembre 2020). Pour plus d'information, voir la note 9 afférente aux états financiers intermédiaires résumés.

## Perspectives pour 2021

### Plan de la Banque pour 2021

(En millions de dollars canadiens)

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre	Budget pour 2021	
	\$	%
Charges liées aux activités essentielles	401	54
Production des billets de banque	84	11
Nouveaux mandats	22	3
Activités de maintien de la résilience	51	7
Avantages futurs du personnel (déduction faite des attributions)	53	7
Investissements stratégiques	138	18
Autres provisions	1	-
<b>Total des dépenses*</b>	<b>750</b>	<b>100</b>

\* Le total des dépenses comprend les dépenses en immobilisations et les remboursements au titre des obligations locatives, et exclut les amortissements.

L'année 2021 est la dernière année de la mise en application du Plan à moyen terme (PMT) 2019-2021 de la Banque intitulé *Chef de file dans la nouvelle ère*. Le cadre de gestion financière de la Banque vise à permettre la prise de décisions relatives à la répartition des ressources pour atteindre les objectifs de l'institution et atténuer les risques d'une manière prudente sur le plan budgétaire. Le cadre met en balance la nécessité d'assumer nos responsabilités financières en tant qu'organisme du secteur public, d'une part, et d'investir dans notre personnel et dans nos outils, d'autre part<sup>4</sup>.

Les charges liées aux activités essentielles, qui tiennent compte des coûts des activités courantes relatives aux grandes fonctions de la Banque, sont fondées sur un engagement à l'égard d'une croissance de 2 % entre les budgets de 2020 et de 2021. Cela représente une

croissance réelle nulle compte tenu d'un taux d'inflation moyen de 2 % – le point médian de la fourchette cible de la Banque, qui va de 1 à 3 %. Les autres charges de l'institution sont définies séparément et exclues de cet engagement pris dans le cadre du PMT. Elles englobent les coûts d'élaboration et de production des billets; les coûts de développement liés aux modifications législatives, nouvelles ou éventuelles, émanant du Parlement du Canada; les charges d'exploitation additionnelles qui découlent de la mise en œuvre des investissements effectués pour assurer la résilience ainsi que d'une provision annuelle visant à mettre à jour en continu les technologies de l'information pour pérenniser la résilience de la Banque. Les autres charges comprennent également les investissements visant à suivre les efforts de modernisation déployés par l'industrie et à réduire les risques.

<sup>4</sup> Les prévisions de la Banque à l'égard de ses opérations ne comportent pas de projections relatives au résultat net et à la situation financière. De telles projections nécessiteraient la formulation d'hypothèses sur les taux d'intérêt, lesquelles pourraient être interprétées comme des indications quant à l'orientation future de la politique monétaire.

## Points saillants et faits nouveaux d'ordre opérationnel

Voici les principaux changements en matière de personnel, de fonctionnement et de programmes qui sont survenus depuis le 31 décembre 2020.

### Conseil de direction et Conseil d'administration

M. [Paul G. Haggis](#) a démissionné du Conseil d'administration en date du 12 février 2021.

## Analyse des risques

La section traitant de la gestion des risques, dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, présente le cadre de gestion des risques ainsi que le profil de risque de la Banque. On y fait également l'examen des principaux secteurs de risque : le risque stratégique, le risque opérationnel, le risque financier et le risque lié à l'environnement et au climat. Les risques financiers sont analysés en détail dans les notes afférentes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, qui figurent dans le

### Fonctionnement et programmes

Le 23 mars 2021, la Banque a [annoncé](#) que le [Programme d'achat de papier commercial](#), le [Programme d'achat d'obligations provinciales](#) et le [Programme d'achat d'obligations de sociétés](#) prendront fin les 2 avril, 7 mai et 26 mai 2021, respectivement.

Elle a aussi annoncé que le [mécanisme conditionnel de prise en pension à plus d'un jour](#) et ses [opérations de prise en pension à plus d'un jour](#) seront suspendus les 6 avril et 10 mai 2021, respectivement.

[Rapport annuel](#) 2020 de la Banque. De plus, la [note 4](#) des états financiers intermédiaires résumés pour la période close le 31 mars 2021 donne de l'information à jour sur les risques financiers. Bien que la pandémie ait entraîné davantage de risques financiers et de volatilité qu'à l'habitude touchant certains actifs détenus par la Banque, les risques dont fait état le rapport de gestion demeurent les principaux risques auxquels cette dernière pourrait être exposée.



# ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

31 mars 2021

## Responsabilité de la direction

---

La direction de la Banque du Canada (la Banque) est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers intermédiaires résumés conformément aux exigences de la Norme comptable internationale 34, intitulée *Information financière intermédiaire* (IAS 34), ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés.

À notre connaissance, ces états financiers intermédiaires résumés non audités présentent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Banque à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

Le gouverneur,

La chef des finances et chef comptable,



Tiff Macklem



Coralia Bulhoes, CPA, CA

Ottawa (Canada)

19 mai 2021

## État intermédiaire résumé de la situation financière (non audité)

(En millions de dollars canadiens)

Au	Note	31 mars 2021	31 décembre 2020
<b>Actif</b>			
<b>Trésorerie et dépôts en monnaies étrangères</b>	3	5,7	6,5
<b>Prêts et créances</b>	3 et 4		
Titres achetés dans le cadre de conventions de revente		113 699,4	155 317,6
Autres créances		6,5	6,3
		<b>113 705,9</b>	<b>155 323,9</b>
<b>Placements</b>	3 et 4		
Bons du trésor du gouvernement du Canada		41 341,3	51 750,2
Obligations du gouvernement du Canada comptabilisées au coût amorti		111 101,5	105 979,0
Obligations du gouvernement du Canada comptabilisées à la juste valeur par le biais du résultat net		227 977,0	202 369,1
Obligations hypothécaires du Canada		9 651,2	9 660,9
Autres obligations		17 881,4	14 399,6
Titres prêtés ou vendus dans le cadre de conventions de rachat		19 617,0	3 775,8
Autres titres		2 033,1	3 344,1
Actions de la Banque des Règlements Internationaux (BRI)		469,6	486,1
		<b>430 072,1</b>	<b>391 764,8</b>
<b>Dérivés – conventions d'indemnisation conclues avec le gouvernement du Canada</b>	3 et 4	7 763,2	-
<b>Immobilisations</b>	5		
Immobilisations corporelles		558,5	568,2
Immobilisations incorporelles		88,7	83,1
Actifs au titre de droits d'utilisation de biens loués		44,2	45,4
		<b>691,4</b>	<b>696,7</b>
<b>Autres éléments d'actif</b>	6	147,2	41,5
<b>Total de l'actif</b>		<b>552 385,5</b>	<b>547 833,4</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>			
<b>Billets de banque en circulation</b>	3	105 618,9	106 925,0
<b>Dépôts</b>	3, 4 et 7		
Gouvernement du Canada		57 532,0	80 559,0
Membres de Paiements Canada		359 610,9	345 664,3
Autres dépôts		9 010,4	9 877,2
		<b>426 153,3</b>	<b>436 100,5</b>
<b>Titres vendus dans le cadre de conventions de rachat</b>	3 et 4	18 759,0	3 000,8
<b>Dérivés – conventions d'indemnisation conclues avec le gouvernement du Canada</b>	3 et 4	-	29,3
<b>Autres éléments de passif</b>	3 et 8	1 292,7	1 199,7
<b>Total du passif</b>		<b>551 823,9</b>	<b>547 255,3</b>
<b>Capitaux propres</b>	10	561,6	578,1
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>552 385,5</b>	<b>547 833,4</b>



Le gouverneur,  
Tiff Macklem



La chef des finances et chef comptable,  
Coralía Bulhoes, CPA, CA

(Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés.)

## État intermédiaire résumé du résultat net et du résultat global (non audité)

Pour la période de trois mois close le 31 mars (en millions de dollars canadiens)

	Note	2021	2020
<b>Produits</b>			
<b>Produits d'intérêts</b>			
Placements comptabilisés au coût amorti		469,7	520,5
Placements comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net		322,8	-
Titres achetés dans le cadre de conventions de revente		200,5	65,1
Autres sources		-	0,2
		<b>993,0</b>	<b>585,8</b>
<b>Charges d'intérêts</b>			
Dépôts		(249,9)	(98,3)
Autres		(2,9)	-
		<b>740,2</b>	<b>487,5</b>
<b>Produits d'intérêts nets</b>		<b>740,2</b>	<b>487,5</b>
Autres produits		1,3	1,6
Gains (pertes) nets sur les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net	3	-	-
<b>Total des produits</b>		<b>741,5</b>	<b>489,1</b>
<b>Charges</b>			
Frais de personnel		91,8	80,2
Billets de banque – Recherche, production et traitement		14,3	2,5
Coûts afférents aux immeubles		6,5	6,6
Technologie et télécommunications		23,5	21,6
Amortissements		16,4	15,6
Autres charges d'exploitation		16,9	15,7
<b>Total des charges</b>		<b>169,4</b>	<b>142,2</b>
<b>Résultat net</b>		<b>572,1</b>	<b>346,9</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
Réévaluations du passif/actif net au titre des prestations définies	9	338,7	40,5
Variation de la juste valeur des actions de la BRI		(16,5)	52,3
<b>Autres éléments du résultat global</b>		<b>322,2</b>	<b>92,8</b>
<b>Résultat global</b>		<b>894,3</b>	<b>439,7</b>

(Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés.)

## État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres (non audité)

Pour la période de trois mois close le 31 mars (en millions de dollars canadiens)

	Note	Capital social	Réserve légale	Réserve spéciale	Réserve de réévaluation des placements	Résultats non distribués	Total
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>		5,0	25,0	100,0	448,1	-	578,1
<b>Résultat global pour la période</b>							
Résultat net		-	-	-	-	572,1	572,1
Réévaluations du passif/actif net au titre des prestations définies	9	-	-	-	-	338,7	338,7
Variation de la juste valeur des actions de la BRI		-	-	-	(16,5)	-	(16,5)
		-	-	-	(16,5)	910,8	894,3
<b>Excédent destiné au receveur général du Canada</b>		-	-	-	-	(910,8)	(910,8)
<b>Solde au 31 mars 2021</b>		5,0	25,0	100,0	431,6	-	561,6
	Note	Capital social	Réserve légale	Réserve spéciale	Réserve de réévaluation des placements	Résultats non distribués	Total
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b>		5,0	25,0	100,0	400,3	-	530,3
<b>Résultat global pour la période</b>							
Résultat net		-	-	-	-	346,9	346,9
Réévaluations du passif/actif net au titre des prestations définies	9	-	-	-	-	40,5	40,5
Variation de la juste valeur des actions de la BRI		-	-	-	52,3	-	52,3
		-	-	-	52,3	387,4	439,7
<b>Excédent destiné au receveur général du Canada</b>		-	-	-	-	(387,4)	(387,4)
<b>Solde au 31 mars 2020</b>		5,0	25,0	100,0	452,6	-	582,6

(Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés.)

## Tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie (non audité)

Pour la période de trois mois close le 31 mars (en millions de dollars canadiens)

	Note	2021	2020
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>			
Intérêts reçus		1 323,1	399,9
Autres produits reçus		3,6	3,8
Intérêts versés		(253,1)	(98,1)
Paiements destinés aux membres du personnel ou effectués pour leur compte et paiements aux fournisseurs		(166,2)	(136,7)
Augmentation (diminution) nette des dépôts		(9 947,2)	76 645,1
Acquisition de titres achetés dans le cadre de conventions de revente	12	(10 595,2)	(69 736,3)
Produit de l'arrivée à échéance de titres achetés dans le cadre de conventions de revente	12	52 114,9	16 100,5
Produit net de titres vendus dans le cadre de conventions de rachat		15 758,2	-
Avances versées aux membres de Paiements Canada		-	(8 900,0)
Achats d'Obligations hypothécaires du Canada		-	(912,4)
Achats d'obligations du gouvernement du Canada comptabilisées à la juste valeur par le biais du résultat net		(53 878,5)	-
Produit de l'arrivée à échéance d'obligations du gouvernement du Canada comptabilisées à la juste valeur par le biais du résultat net		5 623,2	-
Achats d'autres obligations		(4 099,8)	-
Produit de l'arrivée à échéance d'autres obligations		42,3	-
Produit de la vente d'autres obligations		8,7	-
Achats d'autres titres		-	(15 554,6)
Produit de l'arrivée à échéance d'autres titres		1 310,2	229,9
Versement découlant des conventions d'indemnisation		(0,1)	-
<b>Sorties de trésorerie nettes liées aux activités opérationnelles</b>		<b>(2 755,9)</b>	<b>(1 958,9)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>			
Acquisition de titres achetés dans le cadre de conventions de revente – opérations de pension à plus d'un jour		-	(32 338,3)
Produit de l'arrivée à échéance de titres achetés dans le cadre de conventions de revente – opérations de pension à plus d'un jour		-	36 723,1
Bons du Trésor du gouvernement du Canada arrivés à échéance (achetés), nets		9 928,1	(2 403,4)
Achats d'obligations du gouvernement du Canada		(10 510,5)	(4 390,4)
Produit de l'arrivée à échéance d'obligations du gouvernement du Canada		5 228,5	5 937,0
Achats d'Obligations hypothécaires du Canada		-	(499,3)
Entrées d'immobilisations corporelles		(2,5)	(5,8)
Entrées d'immobilisations incorporelles		(8,6)	(6,8)
<b>Entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement</b>		<b>4 635,0</b>	<b>3 016,1</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>			
Diminution nette des billets de banque en circulation		(1 306,1)	(1 055,2)
Versement de l'excédent au receveur général du Canada		(572,9)	-
Paiements liés aux obligations locatives		(0,7)	(2,3)
<b>Sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement</b>		<b>(1 879,7)</b>	<b>(1 057,5)</b>
Effet des variations des cours de change sur les dépôts en monnaies étrangères		(0,2)	0,3
Diminution de la trésorerie et des dépôts en monnaies étrangères		(0,8)	-
Trésorerie et dépôts en monnaies étrangères au début de la période		6,5	6,4
<b>Trésorerie et dépôts en monnaies étrangères à la fin de la période</b>		<b>5,7</b>	<b>6,4</b>

(Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés.)

# Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés non audités de la Banque du Canada

---

Pour la période de trois mois close le 31 mars 2021

## 1. Fonctions de la Banque du Canada

La Banque du Canada (la Banque) est la banque centrale du pays. Il s'agit d'une société constituée en vertu de la *Loi sur la Banque du Canada*, qui appartient en propriété exclusive au ministre des Finances, pour le compte du gouvernement du Canada, et est exonérée d'impôts sur le revenu. La Banque n'offre aucun service bancaire au public.

Le siège de la Banque est situé au 234, rue Wellington, Ottawa (Ontario).

La Banque satisfait aux exigences en matière de présentation de l'information financière de la *Loi sur la Banque du Canada* ainsi que le prescrivent ses statuts administratifs, selon lesquels les états financiers de la Banque doivent être dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus énoncés dans le *Manuel de CPA Canada* des Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada). Selon les indications fournies par CPA Canada et la définition des normes comptables canadiennes pour le secteur public, la Banque est une entreprise publique, et, à ce titre, elle doit respecter les normes s'appliquant aux entreprises ayant une obligation d'information du public. Afin de répondre à cette exigence, la Banque a mis au point des méthodes comptables conformes aux Normes internationales d'information financière (les IFRS).

Selon la *Loi sur la Banque du Canada*, le mandat de la Banque consiste à « favoriser la prospérité économique et financière du Canada ». Les activités et les opérations de la Banque appuient la réalisation de ce mandat et n'ont pas pour objet de générer des revenus ou des profits. Les quatre grandes fonctions de l'institution sont les suivantes :

- **Politique monétaire** : La Banque mène la politique monétaire de façon à préserver la valeur de la monnaie en maintenant l'inflation à un niveau bas, stable et prévisible.
- **Système financier** : La Banque s'emploie à promouvoir la fiabilité, la solidité et l'efficacité des systèmes financiers au Canada et à l'échelle internationale, et effectue des opérations sur les marchés financiers pour atteindre ces objectifs.
- **Gestion financière** : La Banque assure des services de gestion financière pour son propre compte ainsi qu'au nom du gouvernement du Canada et d'autres clients. Elle est l'agent financier du gouvernement et, à ce titre, elle fournit des services de gestion de la trésorerie, gère la dette publique et les réserves de change et prodigue des conseils à ce sujet.
- **Monnaie** : La Banque conçoit, émet et distribue les billets de banque canadiens, supervise le système de distribution de billets et assure un approvisionnement de billets de qualité aisément acceptés et à l'épreuve de la contrefaçon.

La fonction Administration générale appuie la gestion des ressources humaines, des opérations et des projets stratégiques de la Banque, ainsi que l'intendance des actifs financiers, physiques, informationnels et technologiques de cette dernière.

La Banque est seule habilitée à émettre les billets de banque canadiens, et la valeur nominale de ces billets constitue un élément important du passif de son bilan. La Banque investit une partie du produit de l'émission des billets de banque dans des titres du gouvernement du Canada et des Obligations hypothécaires du Canada acquis sur une

base non concurrentielle sur le marché primaire. La Banque utilise également une partie de ce produit pour exercer ses responsabilités au regard de ses fonctions Politique monétaire et Système financier.

Déduction faite des coûts de production et de distribution des billets, les produits d'intérêts sur les actifs sous-jacents aux billets de banque en circulation constituent ce qu'on appelle les « recettes de seigneurage ». Ces produits d'intérêts fournissent une source stable et constante de financement des opérations de la Banque qui lui permet de remplir son mandat sans avoir à dépendre des crédits publics. Les recettes de seigneurage servent à financer à la fois les opérations et les réserves. Le résultat net est versé au receveur général du Canada conformément aux dispositions de la *Loi sur la Banque du Canada*.

## 2. Référentiel comptable

### Conformité aux Normes internationales d'information financière

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire* (IAS 34), telle qu'elle a été publiée par l'International Accounting Standards Board. Ils ne renferment pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels complets et doivent être lus en se reportant aux états financiers audités de la Banque pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Au besoin, les états financiers intermédiaires résumés comprennent des montants qui ont été établis d'après les estimations éclairées et le jugement de la direction. Les résultats des activités pour la période intermédiaire présentée ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui sont attendus pour l'exercice.

Le Comité de la vérification et des finances du Conseil d'administration a approuvé les états financiers intermédiaires résumés le 19 mai 2021.

### Activités d'agent financier et activités de garde

La responsabilité de la gestion opérationnelle des actifs et passifs financiers du gouvernement du Canada est assumée conjointement par la Banque (à titre d'agent financier du gouvernement) et par le ministère des Finances du Canada. En sa qualité d'agent financier, la Banque fournit un soutien transactionnel et administratif au gouvernement du Canada dans certains domaines, conformément aux exigences de l'article 24 de la *Loi sur la Banque du Canada*, mais elle n'assume pas les risques et les avantages associés aux actifs et passifs financiers connexes. Ces actifs, passifs, dépenses et revenus ne figurent pas dans les états financiers de la Banque.

La Banque offre un service de garde de titres ou d'autres biens à des banques centrales, à des organisations internationales et à d'autres entités liées à une autorité publique. Selon les modalités régissant ce service, la Banque est indemnisée de toute perte. Les actifs et les produits gérés dans le cadre de la prestation de ce service sont exclus des états financiers de la Banque, puisqu'ils ne constituent pas des actifs ou des produits de cette dernière.

### Base d'évaluation

Les états financiers ont été établis selon la méthode du coût historique, sauf pour les éléments suivants :

- les instruments financiers classés (ou désignés) qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net;
- le placement de la Banque en actions de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), qui est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global;
- le passif/actif net au titre des prestations définies des régimes d'avantages du personnel, qui est comptabilisé comme le solde net de la juste valeur des actifs des régimes et de la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies.



## Monnaie fonctionnelle et de présentation

La monnaie fonctionnelle et de présentation de la Banque est le dollar canadien. Sauf indication contraire, les montants inscrits dans les notes afférentes aux états financiers de la Banque sont exprimés en millions de dollars canadiens.

## Caractère saisonnier

La valeur totale des billets de banque en circulation fluctue au cours de l'exercice en fonction de la demande saisonnière de billets. Généralement, cette demande atteint un creux au premier trimestre, et des sommets aux deuxième et quatrième trimestres, aux alentours des périodes de vacances. Outre le programme régulier d'opérations de pension à plus d'un jour, la Banque peut émettre des titres achetés dans le cadre de conventions de revente afin de compenser l'augmentation du passif associé aux billets de banque en circulation pendant les périodes de forte demande saisonnière.

## Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables sur lesquelles s'appuie l'établissement des états financiers intermédiaires résumés sont conformes à celles qui sont exposées dans les états financiers de la Banque pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Certaines méthodes comptables nécessitent la formulation de jugements et d'estimations, parfois pour des questions incertaines. L'apport de changements aux jugements et aux estimations qui ont influé sur l'application des principales méthodes comptables présentées dans les états financiers annuels de 2020 pourrait avoir une incidence importante sur les résultats financiers. Des estimations et des jugements importants servent à l'évaluation des instruments financiers (note 3) et des avantages du personnel (note 9). Aucun autre changement notable n'a été apporté aux estimations comptables essentielles depuis les états financiers annuels de 2020.

### 3. Instruments financiers

Les instruments financiers de la Banque sont classés et ultérieurement évalués comme suit :

Instruments financiers	Classement et évaluation ultérieure	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Actifs financiers</b>			
Trésorerie et dépôts en monnaies étrangères	Coût amorti	5,7	*
<b>Prêts et créances</b>			
Titres achetés dans le cadre de conventions de revente	Coût amorti	113 699,4	113 731,8
Autres créances	Coût amorti	6,5	*
		<b>113 705,9</b>	<b>*</b>
<b>Placements</b>			
Bons du trésor du gouvernement du Canada	Coût amorti	41 341,3	42 506,0
Obligations du gouvernement du Canada – marché primaire	Coût amorti	111 101,5	114 429,9
Obligations du gouvernement du Canada – marché secondaire			
	Juste valeur par le biais du résultat net	223 863,6	223 863,6
Obligations à rendement réel	Juste valeur par le biais du résultat net	4 113,4	4 113,4
		<b>227 977,0</b>	<b>227 977,0</b>
Obligations hypothécaires du Canada	Coût amorti	9 651,2	9 483,5
<b>Autres obligations</b>			
	Juste valeur par le biais du résultat net	17 679,2	17 679,2
	Juste valeur par le biais du résultat net	202,2	202,2
		<b>17 881,4</b>	<b>17 881,4</b>
Titres prêtés ou vendus dans le cadre de conventions de rachat	Juste valeur par le biais du résultat net et coût amorti	19 617,0	19 632,4
<b>Autres titres</b>			
Titres émis par les provinces sur les marchés monétaires	Coût amorti	2 033,1	2 033,8
	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	469,6	469,6
Actions de la BRI		<b>430 072,1</b>	<b>434 413,6</b>
<b>Dérivés – conventions d'indemnisation conclues avec le gouvernement du Canada</b>	Juste valeur par le biais du résultat net	<b>7 763,2</b>	<b>7 763,2</b>
<b>Passifs financiers</b>			
Billets de banque en circulation	Valeur nominale	105 618,9	*
Dépôts	Coût amorti	426 153,3	*
Titres vendus dans le cadre de conventions de rachat	Coût amorti	18 759,0	*
<b>Autres passifs financiers</b>	Coût amorti	<b>982,3</b>	<b>*</b>

\* Avoisine la valeur comptable des instruments, étant donné leur nature ou leur brève échéance

## Hiérarchie des justes valeurs

Les instruments financiers sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète le poids relatif des données d'entrée utilisées pour réaliser les évaluations :

### Niveau 1

Prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, qui ont cours dans des transactions réelles et régulières de pleine concurrence

### Niveau 2

Données d'entrée autres que les prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (p. ex., des prix pour des instruments semblables ou des prix pratiqués sur un marché inactif) ou indirectement (p. ex., des taux d'intérêt ou des écarts de crédit)

### Niveau 3

Données d'entrée non observables pour l'actif ou le passif concerné qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables, puisque ces données proviennent de marchés inactifs (p. ex., hypothèses formulées par des participants aux marchés)

La hiérarchie des justes valeurs exige l'utilisation de données de marché observables dans la mesure où de telles données existent. L'instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée d'entrée importante a été prise en compte dans l'évaluation à la juste valeur.

## Complément d'information

### Hiérarchie des justes valeurs

Le tableau suivant indique la juste valeur des actifs financiers de la Banque, classés selon la hiérarchie décrite plus haut, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
<b>Au 31 mars 2021</b>				
Obligations du gouvernement du Canada – marché secondaire	220 686,4	3 177,2	-	223 863,6
Obligations à rendement réel	3 225,9	887,5	-	4 113,4
Obligations provinciales	15 026,8	2 652,4	-	17 679,2
Obligations de sociétés	32,9	169,3	-	202,2
Titres prêtés ou vendus dans le cadre de conventions de rachat				
Obligations du gouvernement du Canada – marché secondaire	17 265,0	-	-	17 265,0
Obligations provinciales	683,6	189,3	-	872,9
Actions de la BRI	-	-	469,6	469,6
<b>Total</b>	<b>256 920,6</b>	<b>7 075,7</b>	<b>469,6</b>	<b>264 465,9</b>

Le tableau suivant compare la juste valeur au 31 décembre 2020.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
<b>Au 31 décembre 2020</b>				
Obligations du gouvernement du Canada – marché secondaire	198 138,3	699,3	-	198 837,6
Obligations à rendement réel	3 183,0	348,5	-	3 531,5
Obligations provinciales	11 548,7	2 670,9	-	14 219,6
Obligations de sociétés	13,7	166,3	-	180,0
Titres prêtés ou vendus dans le cadre de conventions de rachat				
Obligations du gouvernement du Canada – marché secondaire	2 310,2	-	-	2 310,2
Obligations provinciales	679,2	92,6	-	771,8
Actions de la BRI	-	-	486,1	486,1
<b>Total</b>	<b>215 873,1</b>	<b>3 977,6</b>	<b>486,1</b>	<b>220 336,8</b>

Il est possible que des transferts de titres évalués à la juste valeur soient effectués entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs en raison de l'évolution de l'activité sur les marchés, ou de la disponibilité des prix cotés sur les marchés ou de données observables. La Banque a pour politique d'inscrire les transferts d'actifs et de passifs entre les différents niveaux de la hiérarchie en se servant des justes valeurs enregistrées à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Les transferts suivants ont été effectués au 31 mars 2021 (aucun transfert au 31 mars 2020) :

	Du Niveau 2 au Niveau 1	Du Niveau 1 au Niveau 2
Obligations du gouvernement du Canada – marché secondaire	-	2 419,1
Obligations à rendement réel	-	421,1
Obligations provinciales	627,1	517,8
Obligations de sociétés	9,6	-
<b>Total</b>	<b>636,7</b>	<b>3 358,0</b>

#### Titres prêtés ou vendus dans le cadre de conventions de rachat

Le tableau suivant indique la juste valeur et la valeur comptable des titres qui ont été prêtés ou vendus dans le cadre de conventions de rachat.

	31 mars 2021		31 décembre 2020	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Obligations provinciales prêtées	872,9	872,9	771,8	771,8
Titres vendus dans le cadre de conventions de rachat				
Bons du trésor du gouvernement du Canada	1 154,6	1 154,4	694,0	693,8
Obligations du gouvernement du Canada – marché primaire	339,9	324,7	-	-
Obligations du gouvernement du Canada – marché secondaire	17 265,0	17 265,0	2 310,2	2 310,2
<b>Total</b>	<b>19 632,4</b>	<b>19 617,0</b>	<b>3 776,0</b>	<b>3 775,8</b>

La juste valeur des actifs détenus en garantie des obligations provinciales prêtées totalisait 917,0 millions de dollars (810,7 millions de dollars au 31 décembre 2020), soit 105,1 % (105,0 % au 31 décembre 2020) de la juste valeur des titres prêtés.

Le passif associé aux bons du Trésor du gouvernement du Canada, aux obligations du gouvernement du Canada – marché primaire et aux obligations du gouvernement du Canada – marché secondaire vendus dans le cadre de conventions de rachat se chiffre à 18 759,0 millions de dollars (3 000,8 millions de dollars au 31 décembre 2020).

Dérivés – conventions d'indemnisation conclues avec le gouvernement du Canada

	Actif connexe		Dérivés – conventions d'indemnisation conclues avec le gouvernement du Canada	Dérivés en position d'actif	Dérivés en position de passif
	Coût amorti	Juste valeur	Juste valeur	Juste valeur	Juste valeur
	Obligations du gouvernement du Canada – marché secondaire	252 684,1	245 242,0	7 442,1	7 532,3
Obligations provinciales	18 875,1	18 552,1	323,0	329,0	6,0
Obligations de sociétés	200,3	202,2	(1,9)	0,1	2,0
<b>Solde au 31 mars 2021</b>	<b>271 759,5</b>	<b>263 996,3</b>	<b>7 763,2</b>	<b>7 861,4</b>	<b>98,2</b>

	Actif connexe		Dérivés – conventions d'indemnisation conclues avec le gouvernement du Canada	Dérivés en position d'actif	Dérivés en position de passif
	Coût amorti	Juste valeur	Juste valeur	Juste valeur	Juste valeur
	Obligations du gouvernement du Canada – marché secondaire	204 728,2	204 679,3	48,9	367,3
Obligations provinciales	14 915,9	14 991,4	(75,5)	0,1	75,6
Obligations de sociétés	177,3	180,0	(2,7)	-	2,7
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>219 821,4</b>	<b>219 850,7</b>	<b>(29,3)</b>	<b>367,4</b>	<b>396,7</b>

Gains (pertes) nets sur les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net

	2021	2020
<b>Pour la période de trois mois close le 31 mars</b>		
Obligations du gouvernement du Canada – marché secondaire	(7 393,2)	-
Obligations provinciales	(398,5)	-
Obligations de sociétés	(0,8)	-
Dérivés	7 792,5	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Les gains et pertes nets découlant des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net au cours du trimestre correspondent à la variation de la juste valeur des dérivés indiqués dans le tableau ci-dessus. Les pertes nettes sur les actifs financiers, qui sont de 7 792,5 millions de dollars, ont été contrebalancées par des gains nets de 7 792,5 millions de dollars sur les dérivés. Les gains et pertes réalisés au cours du trimestre totalisent 0,1 million de dollars (néant pour la période de trois mois close le 31 mars 2020).

Pertes de crédit attendues

La définition et la méthode de calcul des pertes de crédit attendues sont conformes à celles qui sont exposées dans les états financiers de la Banque pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Le modèle relatif aux pertes de crédit

attendues, selon IFRS 9, s'applique à tous les actifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net ou des autres éléments du résultat global.

Les instruments d'emprunt de la Banque comptabilisés au coût amorti se composent de titres de dette souveraine du Canada, de titres de dette des provinces pour lesquels le gouvernement du Canada indemnise pleinement la Banque en cas de perte de crédit, et d'instruments entièrement garantis par des actifs ayant une cote équivalant à A- ou une cote supérieure.

Tous les actifs financiers de la Banque pouvant faire l'objet d'un test de dépréciation sont à l'étape 1 et sont considérés comme ayant un faible risque de crédit. Il n'y a eu aucun transfert d'instruments financiers entre les étapes au cours de la période considérée. La Banque n'avait pas inscrit de perte de crédit attendue liée à ces instruments au 31 mars 2021 (néant au 31 décembre 2020), car le montant était jugé négligeable. Par nature, l'estimation des pertes de crédit attendues est soumise à l'incertitude relative à la mesure. La Banque continuera à revoir ses jugements et hypothèses pour déterminer si l'estimation de ces pertes a changé. Aucun montant n'était en souffrance ni déprécié au 31 mars 2021 (néant au 31 décembre 2020).

## 4. Gestion du risque financier

La Banque dispose d'un cadre global de gestion et de contrôle des risques auxquels elle est exposée. Le Conseil de direction institutionnelle supervise la gestion des risques d'entreprise et la mise en œuvre de processus de gestion rigoureux afin de protéger la Banque. Le Conseil d'administration exerce une fonction de surveillance quant à l'efficacité de la gestion des risques par la Banque.

La Banque est exposée aux risques associés à ses instruments financiers, y compris le risque de crédit, le risque de marché et le risque de liquidité. Le Bureau des risques financiers suit de près les risques associés à l'état de la situation financière de la Banque et rend compte de ses observations à cet égard. Les paragraphes qui suivent décrivent ces risques et la manière dont la Banque les gère.

### Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de subir une perte en raison du manquement d'une contrepartie ou d'une caution à ses obligations de paiement conformément aux modalités convenues.

La Banque est exposée au risque de crédit par le biais de la trésorerie et des dépôts en monnaies étrangères, des titres achetés dans le cadre de conventions de revente, des avances aux membres de Paiements Canada, des placements, des actifs visés par les conventions d'indemnisation liées aux dérivés, et des prêts de titres. On estime que l'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable de ces éléments. La Banque est également exposée au risque de crédit par le biais de la garantie relative au Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV) et de l'exécution des contrats de monnaies étrangères, conformément à ce qui a été publié dans les états financiers annuels de 2020.

### Concentration du risque de crédit

Les placements de la Banque représentent 78 % de la valeur comptable du total de son actif (72 % au 31 décembre 2020).

Ils présentent un faible risque de crédit, puisque la plupart des titres détenus sont des engagements directs du gouvernement du Canada, sont entièrement garantis par ce dernier, ou font l'objet de conventions prévoyant que le gouvernement fédéral indemniserait la Banque de toute perte de crédit. Le gouvernement du Canada a une cote AAA auprès de la plupart des agences de notation et n'a jamais manqué à ses obligations.

Les titres achetés par la Banque dans le cadre de conventions de revente représentent 21 % de la valeur comptable du total de son actif (28 % au 31 décembre 2020). Dans le cas improbable où une contrepartie manquerait à ses obligations, les actifs détenus en garantie pourraient être liquidés pour couvrir l'exposition au risque de crédit. Les actifs donnés en garantie sont acceptés conformément aux critères d'admissibilité et aux exigences à l'égard des marges de la Banque diffusés dans son site Web.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur des actifs remis à la Banque en garantie de ces instruments financiers à la date de clôture.

Au	31 mars 2021		31 décembre 2020	
	\$	%	\$	%
Titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada	2 727,3	2,3	4 154,0	2,5
Titres émis ou garantis par un gouvernement provincial	13 841,8	11,6	27 855,5	17,1
Titres émis par une municipalité	191,4	0,2	218,7	0,2
Titres d'autres émetteurs du secteur public	298,7	0,2	1 282,3	0,8
Titres de créance de sociétés	89 389,2	75,2	113 969,2	69,9
Titres adossés à des actifs	12 439,9	10,5	15 473,6	9,5
<b>Juste valeur totale des actifs remis en garantie à la Banque</b>	<b>118 888,3</b>	<b>100,0</b>	<b>162 953,3</b>	<b>100,0</b>
<b>Valeur comptable des titres garantis</b>	<b>113 699,4</b>	<b>100,0</b>	<b>155 317,6</b>	<b>100,0</b>
<b>Valeur des garanties en pourcentage de la valeur comptable</b>		<b>104,6</b>		<b>104,9</b>

## Risque de marché

Le risque de marché est le risque d'une variation négative de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier attribuable à l'évolution des variables du marché, comme les taux d'intérêt, les taux de change et les prix du marché. Les changements relatifs à l'exposition au risque de marché survenus depuis le 31 décembre 2020 sont détaillés ci-dessous.

### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt.

L'exposition de la Banque au risque de taux d'intérêt découle des fluctuations des flux de trésorerie futurs d'instruments financiers tels que la trésorerie et les dépôts en monnaies étrangères qu'elle détient et les dépôts que détiennent à la Banque d'autres institutions, puisque ces instruments sont soumis à des taux d'intérêt variables. La Banque est également exposée à un risque de taux d'intérêt associé aux fluctuations des flux de trésorerie futurs découlant des obligations à rendement réel qu'elle détient, ces flux étant liés à l'inflation. Les autres actifs financiers et passifs financiers de la Banque sont assortis de taux d'intérêt fixes ou ne portent pas intérêt.

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence d'une augmentation (diminution) de 25 points de base des taux d'intérêt sur les charges d'intérêts à payer sur les dépôts du gouvernement du Canada, les dépôts des membres de Paiements Canada et les autres dépôts, ainsi que sur les produits d'intérêts provenant des obligations à rendement réel. Ces incidences correspondent essentiellement à l'ensemble des risques de taux d'intérêt auxquels la Banque est exposée.



Pour la période de trois mois close le 31 mars	2021	2020
Charges d'intérêts sur les dépôts du gouvernement du Canada	43,1 / (43,1)	62,3 / (62,3)
Charges d'intérêts sur les dépôts des membres de Paiements Canada	226,3 / (226,3)	7,9 / (7,9)
Charges d'intérêts sur les autres dépôts	6,1 / (6,1)	3,2 / (3,2)
Produits d'intérêts provenant des obligations à rendement réel	2,3 / (2,3)	- / -

### Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères. Ce risque n'est pas considéré comme important, car la position de change nette de la Banque est peu élevée par rapport à son actif total. La Banque est exposée au risque de change surtout du fait qu'elle détient des actions de la BRI, qui sont libellées en droits de tirage spéciaux.

### Autre risque de prix

L'autre risque de prix survient lorsque la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché (autres que celles découlant des mouvements de taux d'intérêt et de taux de change).

La Banque est exposée à l'autre risque de prix par le biais de sa participation dans la BRI. La juste valeur des actions de la BRI est estimée en fonction de la valeur de l'actif net de la BRI, moins une décote de 30 %. Les variations de la juste valeur de ces actions reflètent donc l'évolution de la valeur de l'actif net de la BRI et des taux de change.

À la suite de la mise en œuvre du Programme d'achat d'obligations du gouvernement du Canada, du Programme d'achat d'obligations de sociétés et du Programme d'achat d'obligations provinciales, au deuxième trimestre de 2020, la Banque a commencé à détenir des titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, s'exposant ainsi aux variations des prix du marché. Par contre, ces titres peuvent tous faire l'objet d'une indemnisation intégrale si la Banque subit des pertes par rapport à leur coût amorti. La Banque ne court donc aucun risque de prix net relativement à ces titres.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité désigne le risque de perte si la Banque n'est pas en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles arrivent à échéance. Dans l'éventualité d'un rachat imprévu de passifs payables à vue, la Banque peut éteindre l'obligation de plusieurs façons, y compris par la vente de placements très liquides. Les passifs payables à vue comprennent les billets de banque en circulation et les dépôts du gouvernement du Canada. En plus des passifs comptabilisés, la Banque est exposée au risque de liquidité par le biais de la garantie relative au STPGV, comme il est mentionné dans les états financiers de l'institution pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

La Banque est la source ultime de liquidités pour le système financier canadien et possède le pouvoir et les capacités opérationnelles de créer en tout temps une quantité illimitée de liquidités en dollars canadiens.

Le tableau qui suit présente les résultats d'une analyse des échéances des actifs et passifs financiers de la Banque. Les soldes indiqués ci-après ne correspondent pas à ceux qui figurent dans l'état de la situation financière parce que le tableau rend compte de tous les flux de trésorerie sur une base non actualisée.

Au 31 mars 2021	Payables à vue	Dans les 90 jours	Dans les 4 à 12 mois	Dans 1 à 5 ans	Dans plus de 5 ans	Total
<b>Actifs financiers</b>						
<b>Trésorerie et dépôts en monnaies étrangères</b>						
	5,7	-	-	-	-	5,7
<b>Prêts et créances</b>	-	82 279,6	16 962,9	14 570,5	-	113 813,0
<b>Placements</b>						
Bons du trésor du gouvernement du Canada	-	32 287,0	10 228,0	-	-	42 515,0
Obligations du gouvernement du Canada comptabilisées au coût amorti	-	3 386,3	11 227,8	65 952,6	45 166,9	125 733,6
Obligations du gouvernement du Canada comptabilisées à la juste valeur par le biais du résultat net	-	6 708,0	22 213,7	149 015,4	85 476,5	263 413,6
Obligations à rendement réel	-	46,0	378,7	311,7	3 403,7	4 140,1
Obligations hypothécaires du Canada	-	72,8	167,4	5 175,1	4 692,7	10 108,0
Obligations provinciales	-	784,6	3 338,9	8 852,0	6 691,9	19 667,4
Obligations de sociétés	-	13,3	29,5	164,8	-	207,6
Titres émis par les provinces sur les marchés monétaires	-	1 290,0	744,3	-	-	2 034,3
Actions de la BRI*	469,6	-	-	-	-	469,6
	<b>475,3</b>	<b>126 867,6</b>	<b>65 291,2</b>	<b>244 042,1</b>	<b>145 431,7</b>	<b>582 107,9</b>
<b>Passifs financiers</b>						
<b>Billets de banque en circulation</b>	105 618,9	-	-	-	-	105 618,9
<b>Dépôts</b>						
Gouvernement du Canada	57 532,0	-	-	-	-	57 532,0
Membres de Paiements Canada	-	359 610,9	-	-	-	359 610,9
Autres dépôts	9 010,4	-	-	-	-	9 010,4
<b>Titres vendus dans le cadre de conventions de rachat</b>	-	18 759,0	-	-	-	18 759,0
<b>Autres passifs financiers</b>	-	1 029,0	-	-	-	1 029,0
	<b>172 161,3</b>	<b>379 398,9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>551 560,2</b>
<b>Écart de financement net</b>	<b>(171 686,0)</b>	<b>(252 531,3)</b>	<b>65 291,2</b>	<b>244 042,1</b>	<b>145 431,7</b>	<b>30 547,7</b>

\* Le placement de la Banque en actions de la BRI n'a pas d'échéance fixe.

Les flux de trésorerie liés aux conventions d'indemnisation sont réglés chaque mois, après la cession des titres connexes. Les conventions d'indemnisation ne comportent aucun flux de trésorerie si les titres sont détenus jusqu'à l'échéance. Au 31 mars 2021, la Banque n'avait aucun flux de trésorerie contractuel associé à ces conventions.

Le tableau qui suit compare l'analyse des échéances au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020	Payables à vue	Dans les 90 jours	Dans les 4 à 12 mois	Dans 1 à 5 ans	Dans plus de 5 ans	Total
<b>Actifs financiers</b>						
<b>Trésorerie et dépôts en monnaies étrangères</b>	6,5	-	-	-	-	6,5
<b>Prêts et créances</b>	-	42 138,9	91 526,4	21 965,3	-	155 630,6
<b>Placements</b>						
Bons du trésor du gouvernement du Canada	-	15 260,0	37 235,0	-	-	52 495,0
Obligations du gouvernement du Canada comptabilisées au coût amorti	-	5 474,3	10 074,6	60 494,8	43 066,4	119 110,1
Obligations du gouvernement du Canada comptabilisées à la juste valeur par le biais du résultat net	-	6 174,8	18 390,4	121 042,7	64 648,6	210 256,5
Obligations hypothécaires du Canada	-	32,3	207,9	5 182,9	4 717,1	10 140,2
Titres émis par les provinces sur les marchés monétaires	-	1 207,7	2 139,8	-	-	3 347,5
Obligations à rendement réel	-	-	406,2	244,7	2 687,2	3 338,1
Obligations provinciales	-	90,6	2 361,7	7 723,3	5 398,1	15 573,7
Obligations de sociétés	-	28,3	34,5	120,9	-	183,7
Actions de la BRI*	486,1	-	-	-	-	486,1
	<b>492,6</b>	<b>70 406,9</b>	<b>162 376,5</b>	<b>216 774,6</b>	<b>120 517,4</b>	<b>570 568,0</b>
<b>Passifs financiers</b>						
Billets de banque en circulation	106 925,0	-	-	-	-	106 925,0
<b>Dépôts</b>						
Gouvernement du Canada	80 559,0	-	-	-	-	80 559,0
Membres de Paiements Canada	-	345 664,3	-	-	-	345 664,3
Autres dépôts	9 877,2	-	-	-	-	9 877,2
Titres vendus dans le cadre de conventions de rachat	-	3 000,8	-	-	-	3 000,8
Autres passifs financiers	-	705,0	-	-	-	705,0
	197 361,2	349 370,1	-	-	-	546 731,3
<b>Écart de financement net</b>	<b>(196 868,6)</b>	<b>(278 963,2)</b>	<b>162 376,5</b>	<b>216 774,6</b>	<b>120 517,4</b>	<b>23 836,7</b>

\* Le placement de la Banque en actions de la BRI n'a pas d'échéance fixe.

## 5. Immobilisations

Les immobilisations englobent les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles et les actifs au titre de droits d'utilisation de biens loués. Les variations du solde pour la période se résument comme suit :

	Immobilisations corporelles	Immobilisations incorporelles	Actifs au titre de droits d'utilisation de biens loués	Total
<b>Coût</b>				
<b>Soldes au 31 décembre 2019</b>	<b>824,6</b>	<b>170,3</b>	<b>55,4</b>	<b>1 050,3</b>
Entrées	24,3	33,6	-	57,9
Sorties	(10,2)	(55,4)	(0,9)	(66,5)
<b>Soldes au 31 décembre 2020</b>	<b>838,7</b>	<b>148,5</b>	<b>54,5</b>	<b>1 041,7</b>
Entrées	2,5	8,6	-	11,1
Sorties	-	(1,0)	-	(1,0)
<b>Soldes au 31 mars 2021</b>	<b>841,2</b>	<b>156,1</b>	<b>54,5</b>	<b>1 051,8</b>
<b>Cumul des amortissements</b>				
<b>Soldes au 31 décembre 2019</b>	<b>(234,0)</b>	<b>(110,9)</b>	<b>(4,5)</b>	<b>(349,4)</b>
Charge d'amortissement	(46,7)	(9,8)	(4,6)	(61,1)
Sorties	10,2	55,3	-	65,5
<b>Soldes au 31 décembre 2020</b>	<b>(270,5)</b>	<b>(65,4)</b>	<b>(9,1)</b>	<b>(345,0)</b>
Charge d'amortissement	(12,2)	(3,0)	(1,2)	(16,4)
Sorties	-	1,0	-	1,0
<b>Soldes au 31 mars 2021</b>	<b>(282,7)</b>	<b>(67,4)</b>	<b>(10,3)</b>	<b>(360,4)</b>
<b>Valeurs comptables</b>				
<b>Soldes au 31 décembre 2020</b>	<b>568,2</b>	<b>83,1</b>	<b>45,4</b>	<b>696,7</b>
<b>Soldes au 31 mars 2021</b>	<b>558,5</b>	<b>88,7</b>	<b>44,2</b>	<b>691,4</b>

Au 31 mars 2021, l'encours total des sommes engagées par la Banque au titre des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles était respectivement de 15,4 et de 8,3 millions de dollars (11,4 et 8,6 millions de dollars du 31 décembre 2020).

## 6. Autres éléments d'actif

Les autres éléments d'actif comprennent le matériel lié aux billets de banque (le matériel de production, y compris le support d'impression en polymère et l'encre), l'actif net au titre des prestations définies lié au Régime de pension de la Banque du Canada, le cas échéant, et tous les autres actifs, qui consistent principalement en des charges payées d'avance.

### Composition des autres éléments d'actif

Au	Note	31 mars 2021	31 décembre 2020
Matériel lié aux billets de banque		18,8	14,8
Actif net au titre des prestations définies	9	100,4	-
Tous les autres éléments d'actif		28,0	26,7
<b>Total des autres éléments d'actif</b>		<b>147,2</b>	<b>41,5</b>

## 7. Dépôts

Les dépôts se composent des dépôts du gouvernement du Canada et de ceux des membres de Paiements Canada et d'autres institutions financières. Ils sont notamment constitués des soldes non réclamés remis à la Banque en application de la législation pertinente.

Les dépôts du gouvernement du Canada comprennent 37 532,0 millions de dollars pour les soldes de fonctionnement et 20 000,0 millions de dollars pour le plan de gestion de la liquidité prudentielle (60 559,0 et 20 000,0 millions de dollars, respectivement, au 31 décembre 2020).

Les autres dépôts se composent des dépôts d'institutions participantes aux infrastructures de marchés financiers, de banques centrales, d'institutions gouvernementales et d'institutions étrangères officielles ainsi que des soldes non réclamés. Certains des dépôts portent intérêt, selon l'accord conclu entre la Banque et le déposant. Tous les soldes sont payables à vue.

## 8. Autres éléments de passif

Les autres éléments de passif comprennent l'excédent à verser au receveur général du Canada, le passif net au titre des prestations définies des régimes de pension et des autres régimes d'avantages du personnel, les obligations locatives, les comptes créditeurs, les charges à payer et les provisions.

### Composition des autres éléments de passif

Au	Note	31 mars 2021	31 décembre 2020
Excédent à verser au receveur général du Canada		910,8	572,9
Passif net au titre des prestations définies	9		
Régimes de pension		81,8	283,8
Autres régimes		181,9	210,9
Obligations locatives		45,2	45,9
Tous les autres éléments de passif		73,0	86,2
<b>Total des autres éléments de passif</b>		<b>1 292,7</b>	<b>1 199,7</b>

Le tableau suivant présente le rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture au titre de l'excédent à verser au receveur général du Canada, lequel se fonde sur les exigences de l'article 27 de la *Loi sur la Banque du Canada* et sur l'accord relatif aux sommes à verser au receveur général que la Banque a conclu avec le ministre des Finances.

Pour la période de trois mois close le 31 mars	2021	2020
Excédent à verser au début de la période	572,9	368,3
Excédent destiné au receveur général du Canada	910,8	387,4
Versement de l'excédent au receveur général du Canada	(572,9)	-
<b>Excédent à verser à la fin de la période</b>	<b>910,8</b>	<b>755,7</b>

## 9. Avantages du personnel

Les variations de l'actif (passif) net au titre des prestations définies pour la période se résument comme suit :

	Régimes de pension (capitalisés)		Autres régimes (non capitalisés)	
	Pour la période de trois mois close le 31 mars 2021	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020	Pour la période de trois mois close le 31 mars 2021	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020
Solde d'ouverture au début de la période	(283,8)	(63,2)	(210,9)	(190,5)
Cotisations de la Banque	14,7	25,0	-	-
Coût des services rendus au cours de la période	(20,5)	(64,8)	(1,6)	(5,8)
Coût financier net	(2,2)	(4,6)	(1,3)	(6,3)
Frais d'administration	(0,7)	(2,9)	-	-
Versements et transferts de prestations nettes	-	-	3,3	9,7
Gains (pertes) de réévaluation	311,1	(173,3)	28,6	(18,0)
<b>Solde de clôture à la fin de la période</b>	<b>18,6</b>	<b>(283,8)</b>	<b>(181,9)</b>	<b>(210,9)</b>
Actif net au titre des prestations définies	100,4	-	-	-
Passif net au titre des prestations définies	(81,8)	(283,8)	(181,9)	(210,9)
<b>Actif (passif) net au titre des prestations définies</b>	<b>18,6</b>	<b>(283,8)</b>	<b>(181,9)</b>	<b>(210,9)</b>

Le tableau ci-dessous présente la composition de l'actif (passif) net au titre des prestations définies des régimes de pension :

Au	31 mars 2021	31 décembre 2020
Juste valeur des actifs des régimes	2 181,3	2 200,5
Obligation au titre des prestations définies	2 162,7	2 484,3
<b>Actif (passif) net au titre des prestations définies</b>	<b>18,6</b>	<b>(283,8)</b>

Le tableau ci-dessous présente les charges relatives aux régimes d'avantages du personnel :

Pour la période de trois mois close le 31 mars	2021	2020
<b>Charges</b>		
Régimes de pension	23,4	16,3
Autres régimes	1,9	2,4
<b>Total des charges au titre des régimes</b>	<b>25,3</b>	<b>18,7</b>

Le tableau ci-dessous présente les cotisations aux régimes d'avantages du personnel :

Pour la période de trois mois close le 31 mars	2021	2020
<b>Cotisations</b>		
Cotisations de l'employeur	14,7	1,5
Cotisations des employés	6,0	6,6
<b>Total des cotisations</b>	<b>20,7</b>	<b>8,1</b>

La Banque réévalue ses obligations au titre des prestations définies ainsi que la juste valeur des actifs des régimes pour les périodes intermédiaires. Le taux d'actualisation est déterminé en fonction des obligations de sociétés canadiennes cotées AA dont la durée jusqu'à l'échéance se rapproche de la durée de l'obligation, conformément aux lignes directrices de l'Institut canadien des actuaires. Le passif/actif net au titre des prestations définies est évalué au moyen des taux d'actualisation en vigueur à la fin de la période qui sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Au	31 mars 2021	31 décembre 2020
Taux d'actualisation		
Régimes de pension	3,40 %	2,60 %
Autres régimes	2,50 – 3,50 %	1,90 – 2,70 %

Durant la période de trois mois close le 31 mars 2021, la Banque a constaté des gains de réévaluation de 338,7 millions de dollars (gains de réévaluation de 40,5 millions de dollars pour la période de trois mois close le 31 mars 2020). Ces gains découlent essentiellement de la hausse du taux d'actualisation servant à calculer la valeur des obligations.

## 10. Capitaux propres

La Banque gère son capital en conformité avec la *Loi sur la Banque du Canada*. À la date de clôture, la Banque n'était soumise à aucune autre exigence en matière de capital imposée de l'extérieur.

Les capitaux propres de la Banque sont composés des éléments présentés ci-dessous :

Au	31 mars 2021	31 décembre 2020
Capital social	5,0	5,0
Réserve légale	25,0	25,0
Réserve spéciale	100,0	100,0
Réserve de réévaluation des placements	431,6	448,1
Résultats non distribués	-	-
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>561,6</b>	<b>578,1</b>

### Capital social

La Banque a un capital autorisé de 5,0 millions de dollars divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 50 dollars chacune. Les actions ont été payées intégralement et ont été émises au nom du ministre des Finances, qui les détient pour le compte du gouvernement du Canada.

### Réserve légale

Des prélèvements sur le résultat net de la Banque ont été versés à la réserve légale jusqu'à ce que son solde atteigne, en 1955, le montant maximal prévu, soit 25,0 millions de dollars, conformément à l'exigence de l'article 27 de la *Loi sur la Banque du Canada*.

### Réserve spéciale

La réserve spéciale a été créée en 2007 par suite d'une modification à l'article 27.1 de la *Loi sur la Banque du Canada* visant à permettre à la Banque de compenser les éventuelles pertes de réévaluation non réalisées découlant de variations de la juste valeur de son portefeuille de placements. Une somme initiale de 100 millions de dollars a alors été versée. La réserve spéciale est assujettie à un plafond de 400 millions de dollars.

Le montant détenu dans la réserve spéciale fait régulièrement l'objet d'un examen, à l'aide d'une analyse de la valeur à risque et de simulations de crise fondées sur divers scénarios, et peut être modifié par résolution du Conseil d'administration.

### Réserve de réévaluation des placements

La réserve de réévaluation des placements représente les gains nets non réalisés sur les actifs financiers de la Banque classés et évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui sont composés uniquement du placement de la Banque en actions de la BRI. Le total de la réserve était de 431,6 millions de dollars au 31 mars 2021 (448,1 millions de dollars au 31 décembre 2020).

### Résultats non distribués

Le résultat net de la Banque, déduction faite des sommes affectées aux réserves, est considéré comme un excédent constaté et est versé au receveur général du Canada, conformément à l'exigence de l'article 27 de la *Loi sur la Banque du Canada*. L'évolution de l'excédent constaté à verser au receveur général est décrite à la note 8.

L'accord relatif aux sommes à verser au receveur général que la Banque a conclu avec le ministre des Finances vise à permettre à l'institution de gérer ses besoins en capitaux propres compte tenu de la volatilité découlant des variations et des réévaluations de la juste valeur, qui sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Aux termes de cet accord, la Banque est autorisée à retenir sur les sommes à verser au receveur général du Canada un montant équivalent à toute augmentation des pertes cumulatives nettes non réalisées sur les actifs financiers classés et évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, aux réévaluations non réalisées du passif/actif net au titre des prestations définies sur les régimes à prestations définies et aux autres pertes non réalisées ou hors trésorerie découlant de modifications de normes comptables ou de dispositions légales ou réglementaires. À l'inverse, un montant égal à toute diminution des pertes cumulatives nettes non réalisées hors trésorerie ayant fait l'objet d'une retenue antérieure est ajouté à la somme à verser.

Au cours de la période de trois mois close le 31 mars 2021, la Banque a libéré 338,7 millions de dollars (elle avait libéré 40,5 millions de dollars provenant de sommes retenues antérieurement au cours de la période de trois mois close le 31 mars 2020). Au 31 mars 2021, une somme retenue de 40,8 millions de dollars restait à verser (379,5 millions de dollars au 31 décembre 2020).

## 11. Parties liées

Est considéré comme une partie liée à la Banque :

- une entité appartenant également au gouvernement du Canada;
- un régime d'avantages postérieurs à l'emploi à l'intention des employés de la Banque;
- une personne comptant parmi les principaux dirigeants de la Banque, notamment un membre du Conseil de direction institutionnelle, du Conseil supérieur de gestion ou du Conseil d'administration, ainsi que sa famille.

La Banque est liée, en propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Pour réaliser ses objectifs en matière de politique monétaire, elle maintient une position d'indépendance structurelle et fonctionnelle par rapport au gouvernement du Canada, grâce à sa capacité de financer ses propres activités sans aide de l'extérieur et à ses structures de gestion et de gouvernance.

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des transactions avec des parties liées, et les transactions et soldes significatifs figurent dans les présents états financiers. Ainsi que le permet l'exemption partielle accordée aux entités appartenant en propriété exclusive à une autorité publique, prévue dans la Norme comptable



internationale 24 *Information relative aux parties liées* (IAS 24), la Banque n'a pas publié toutes les transactions qu'elle a conclues avec des entités liées à une autorité publique.

En outre, la Banque fournit au gouvernement du Canada des services de gestion financière et d'agent financier et des services bancaires, qui sont prescrits par la *Loi sur la Banque du Canada* et dont le coût n'est pas recouvré.

La Banque assure la gestion du Régime de pension de la Banque du Canada, en gère les placements et accomplit les tâches administratives connexes, et elle recouvre les frais associés à ces services.

## 12. Chiffres comparatifs

Le tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie de la Banque présentait auparavant les flux de trésorerie liés aux titres achetés dans le cadre de conventions de revente en séparant les opérations de pension à un jour et celles à plus d'un jour. Les flux de trésorerie liés aux titres achetés dans le cadre de conventions de revente pour l'exercice en cours sont désormais présentés ensemble pour concorder avec l'état de la situation financière, qui présente tous ces titres sous une même catégorie. Ainsi, les chiffres comparatifs de l'exercice précédent au 31 mars 2020 ont été retraités conformément à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.